

Pack BUSINESS
Pour grandir

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

www.boa.togo.com

www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0494 du 29 Mars au 04 Avril 2022- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE/CENI :

La leçon de UNIR



CYBERCRIMINALITE :
Développer des synergies entre Etats pour la lutte

P.5



Le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, à l'ouverture des travaux dudit sommet

FINANCE/BANQUE :
Trade Express de BOA pour faciliter la vie aux PME/PMI

P.6



Abdel Salam Morou, DG Adjoint de BOA-Togo

IN MEMORIAM :
Dominique Aliziou, 2 ans déjà !

P.6



EmploiTogo.com
Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo du jour
Matin: Partiellement couvert 32°C
Après-midi: Partiellement couvert 27°C

Avancer vers l'avenir
Le plus grand réseau 4G+ du pays

4G+
*104#

Avancer. Pour vous. Pour tous.

Togocom

Editorial :

Donnons toujours

Si la vie est un chantier du donner et du recevoir, être humain que nous sommes, devons continuellement œuvrer à nous la rendre utile, aisée, belle et bien animée.

Pour y parvenir, chacun devra se dépasser et s'élever et chercher à améliorer l'humanité.

En reprenant Martin Luther King, "Un individu ne commence à vivre que lorsqu'il s'élève au-dessus des limites étroites de ses préoccupations individuelles pour embrasser celles beaucoup plus vastes de l'humanité toute entière.", nous convenons avec lui que le plus grand bonheur de la vie tient toujours de ce que l'on donne et non pas de ce que l'on reçoit. Les gens les plus heureux en ce monde sont toujours des "donneurs".


Si nous voulons vivre une vie remplie de bonheur, le fait de comprendre que nous avons le pouvoir de donner, sans limite, est d'une extrême importance. Que ce soit d'être souriant, aimable, généreux, ce qui compte c'est d'apporter notre contribution, pour faire de ce monde un monde meilleur...

Et à Jean-Yves Leloup de renchérir : " Si tu veux être heureux sors de ton enfer, car qu'est-ce que l'enfer si ce n'est d'être dans un "enfermement", enfermé en soi-même, dans ses mémoires, ses craintes, ses peurs, ses refus, ses culpabilités et ses certitudes."

Il ne faut jamais croire, ou penser que le bonheur est loin, très loin, il est juste derrière la porte que nous tenons fermée par défiance et vision du mal. Avec un cœur ouvert pour les autres, jamais nous ne serons malheureux.


Crédo TETTEH

Souvenez-vous dans vos prières de:



Noble Dame Françoise Sabine ZAMBA
Eponse **MISSODEY**
Pieusement endormie dans le Seigneur
le 04-03-2022

89 Ans



Remerciement

La famille ZAMBA - CATHO du Togo, du Bénin et de la diaspora,
La famille AYITE du Togo et du Bénin,
La famille MISSODEY,
Mme Sabine ZAMBA, épouse AHADZI, ses frères, ses sœurs et leurs enfants,
Veuf Louis Solété Adjéwoda MISSODEY,
Les enfants : Guy, Roberta et Josélito,
Veuve Yollande MISSODEY, née EZIN,
les familles parentes, alliées et amies, très touchés par vos soutiens et nombreuses marques d'affection que vous leur avez témoignés lors du rappel à Dieu et des obsèques de leur chère et regrettée:

Noble Dame Françoise Sabine ZAMBA
Eponse **MISSODEY**
Pieusement endormie dans le Seigneur
le 04-03-2022

Vous expriment leurs chaleureux remerciements et leur profonde gratitude.

Que Dieu Tout Puissant vous le rende au centuple.

TOGOSTARTUP.COM

Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM

PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Payment par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM

PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Payment par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE

Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.

Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA

sage gescom à partir de 600 000FCFA

sage paie rh à partir de 800 000 FCFA


Pour les installations et formations, merci de nous contacter:

NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP

139 RUE VANLARE FACE CSTT

Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24

info@sogesti.net



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Credit Photos: KEKERE Razak
Impression : SDR
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

POLITIQUE/CENI: La leçon de UNIR

Les nouveaux membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) sont connus. Comme l'a souligné le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, en procédant à l'élection des 17 membres de la CENI, l'Assemblée nationale vient de lancer, de façon irréversible, le processus des élections régionales.

Par Ali SAMBA

En effet, c'était le chaînon manquant du processus électoral. Après la prestation de serment de ces nouveaux membres de la CENI, le processus électoral sera mis en branle pour les législatives.

Au-delà de ce processus, qui va poursuivre l'enracinement de la décentralisation dans le pays, c'est le geste posé par les députés de la majorité parlementaire qui a suscité l'admiration de tous. Beaucoup ont été étonnés de voir certains noms parmi les élus. Eh oui ! Qui aurait pu penser que la candidature Jean Jacques Teko, de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) puisse emporter l'adhésion des députés de la majorité au vu de ses exploits dans le passé ?

On se souvient que ce dernier était déjà membre de la CENI qui a conduit le processus électoral de la présidentielle de 2015. Avec son compère Pedro AMUZUN, ils se sont illustrés négativement aux yeux des compatriotes togolais et de la communauté internationale. Leur comportement d'un autre temps leur avait valu d'ailleurs l'exclusion de la CENI. Que Jean Jacques TEKOU revienne à la CENI par la voix de ceux qu'il vilipendait hier, est une leçon politique, une leçon de vie tout simplement que le parti UNIR vient de donner à l'ANC.

En effet, rien ne s'opposait à ce que les députés de la majorité ren-



Le siège de la CENI

voient tout simplement le candidat de l'ANC à ses rêves de membre de la CENI. Mais non ! Comme toujours, UNIR a montré qu'il était au-dessus des basses manœuvres politiciennes qu'on observe au niveau de certaines formations politiques de l'opposition. On espère que l'ANC a bien compris la leçon et son représentant ferait bonne figure et le travail pour lequel il est appelé à la CENI.

Comme on peut le constater, presque tous ceux qui comptent sur

l'échiquier politique du Togo y sont représentés.

Ainsi dans la nouvelle équipe, outre UNIR, on retrouve des représentants de l'UFC, du NET, de PDP, ADDI, PSR et ANC, bref, tous ceux qui animent la vie politique du pays depuis quelques années déjà. Toutes ces formations se sont déjà frottées, soit à une élection présidentielle, soit aux législatives, et tout récemment aux communales, avec des fortunes diverses. Elles sont de nouveaux

Les 17 nouveaux membres de la CENI suite à l'élection de ce jour à l'assemblée nationale

MAJORITÉ PARLEMENTAIRE (UNIR) : TCHAO Padumhekou, KEGBERO Latifou, MENSAH-ATOEME Agnélé, KOLANI Lardja, ASSIH Atissim, KAPOU René, OSSEYI Yaovi.

OPPOSITION PARLEMENTAIRE (UFC/NET-PDP) : HOMAWOO Atsu (UFC), LOKADI Komi (UFC), MENSAH ATTOH Méwanou (NET), AZONDJANGNI Kossi (PDP).

OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE : TCHALA Biaou (PSR), PESSINABA Yemba (ADDI), Jean Jacques TEKOU Folly (ANC)

SOCIÉTÉ CIVILE : DOSSEKPLI Messan (Agir pour l'humanité), YABRE Dago (ONG - NOUVELLE ELITE)

ADMINISTRATION : POTOPERE Tozim

ensemble pour permettre au Togo d'avancer un peu plus dans l'enracinement de la démocratie.

Les élucubrations d'un Jean Kissi, revenu du purgatoire grâce à la disparition du fondateur du CAR, ou les inconséquences de l'ANC, qui jettent du discrédit déjà sur la nouvelle CENI, sans pour autant annoncer le retrait de leur membre fraîchement élu, n'y feront rien. Tous ceux qui sont élus sont des Togolais.

L'administration a le droit de choisir un expert pour que le travail se fasse correctement. Si tant est que l'ANC se sent très forte et majoritaire dans le pays, la sérénité doit être de mise de son côté. Ce n'est pas le représentant de l'administration qui vote le jour des élections. Éric Dupuy ferait mieux de garder son énergie intacte pour les dépenser sur le terrain à convaincre les Togolais de la justesse des propositions de son parti que d'ennuyer les Togolais de ses propos maintes fois entendus. Si Éric Dupuy et l'ANC ne sont pas contents, qu'ils demandent à Jean Jacques TEKOU de démissionner avant la prestation de serment devant la Cour Constitutionnelle ! On ne peut pas vouloir une chose et son contraire. Mais bon, c'est l'ANC et cela n'étonne personne.

Quant à Jean Kissi, qui estime que la composition de la CENI ne respecte pas le consensus national sur la composition paritaire de l'institution, on a bien envie de rire, mais alors à gorge déployée. " Les jeux sont déjà truqués et le parti au pouvoir a déjà acheté l'arbitre " affirme le CAR.

Là aussi, c'est du déjà entendu. Comme le parti reconnaît vouloir aller aux élections, on verra alors leur positionnement le moment venu. Comme dirait l'autre, on en a l'habitude.

Zozo

897 NOUVELLES RECRUES REJOIGNENT L'ARMÉE



897 jeunes nouveaux militaires ont officiellement rejoint vendredi les rangs des Forces armées togolaises (FAT). C'était lors d'une cérémonie de présentation de drapeau au Centre national d'instruction de Kara (CNI). Composée de 744 garçons et 153 filles issus de différentes localités du pays, la nouvelle vague a effectué six mois d'intenses formations. Surtout, relève le haut commandement militaire, ce sont les premières recrues dans l'histoire du CNI à être initiées à la formation commando (Centre national d'entraînement commando -CNEC- de Kpewa) et aux techniques de tirs au combat (Centre d'entraînement aux techniques de tirs opérationnels et de combat -CETTOC- d'Akaba).

Désormais intégrés au sein de la Grande muette, leur mission sera notamment de défendre l'intégrité du territoire, protéger les institutions de la République et assurer la sécurité des populations ainsi que leurs biens, "en tout lieu et en toutes circonstances et au péril de leur vie", a rappelé le chef d'Etat major général des FAT, Dadja Maganawé.

Engagées dans une refondation complète depuis quelques années et de plus en sollicitées sur les théâtres d'opérations de maintien de la paix sur le plan international, les forces armées togolaises sont confrontées à un besoin en personnel.

Source : @Republiquetogoliase.com

LE TOGO SE DOTE D'UN OFFICE NATIONAL DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE



Au Togo, la réforme du secteur de la sécurité routière se poursuit, face au bilan de plus en plus meurtrier enregistré chaque année. Un Office national (ONSR) a été créé vendredi en conseil des ministres.

Ce nouvel organe dont l'objectif est de promouvoir la sécurité routière, a pour mission l'étude, la recherche et la mise en œuvre de tous les moyens destinés à accroître la sécurité des usagers de la route. Cela passera notamment par des mesures de prévention d'accidents, de sensibilisation et de formation des conducteurs de véhicules. Également, l'assistance médicale urgente sera développée.

Pour l'exécutif, il s'agit à travers ce nouveau texte de renforcer le dispositif institutionnel existant. Au cours des deux dernières années, pour mieux lutter contre les accidents de la route, le gouvernement a initié une politique nationale de sécurité routière, une réforme du secteur des transports routiers et un projet pilote. Un observatoire des transports terrestres (OTT) a également été ouvert et le casque rendu obligatoire pour les passagers des engins à deux roues.

En 2021, près de 7500 accidents ont été recensés sur les routes togolaises, faisant 680 morts.

Source : @Republiquetogoliase.com

EDUCATION: A la reconquête d'une école d'excellence

Après sa visite aux élèves et enseignants de la ville d'Aneho en milieu de ce mois de Mars, le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat a remis le couvert, cette fois-ci pour les élèves des établissements scolaires du Grand Lomé. Ces rencontres avec les apprenants ont pour but de témoigner des efforts du gouvernement dans ce secteur.

A Aného comme à Lomé, Dodzi KOKOROKO a parlé de l'école togolaise qui est malade de ses élèves, de ses enseignants, de son corps d'encadrement et des parents d'élèves et de ses infrastructures. "

Le gouvernement en est conscient et prend ses responsabilités pour maintenir le cap de l'amélioration des capacités d'accueil et de la qualité de l'éducation ", a-t-il dit en lien avec les trois piliers de l'excellence d'un système éducatif, à

savoir, les infrastructures, les ressources humaines (élèves et enseignants) et le travail.

En effet, à l'horizon 2025, l'ambition est de mettre en place et équiper au moins 30 000 salles de classe. Il y a quelques mois, un projet de construction et de réhabilitation de salles de classe a été lancé par le ministre pour accroître les capacités d'accueil des établissements scolaires sur l'étendue du territoire. Le Président de la République lui-même a promis 5000 salles de classe en 2022.

Pour l'année scolaire 2020-2021, plus de 20 000 tables-bancs ont été mis à la disposition des apprenants pour lutter contre l'insuffisance de places. Ces tables-bancs ont renforcé les capacités d'accueil des établissements scolaires. Plus de 705 salles de classe ont été construites au titre de l'année 2020-2021, 2 400 nouveaux enseignants et conseillers d'orientation



Prof Dodzi Kokoroko, ministre des enseignements primaire, secondaire et de l'artisanat

recrutés en septembre 2021, l'opérationnalisation du Projet d'appui à la réforme des collèges (Parec 2) et d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (Paqeb)... avec la construction et la réhabilitation de 130 salles de classe, 19 bureaux et 19 magasins.

" L'école a un bel avenir devant nous et nous donnerons cet avenir à nos enfants pour qu'ils fassent du Togo l'or de l'humanité ", a exhorté le ministre qui, lors de ses rencon-

tres, a offert des kits de matériels informatiques à plusieurs établissements, notamment aux Lycées de Zébévi, Zalivé, au Lycée d'enseignement technique et professionnel de Glidji et à l'école primaire publique d'Assoukopé. Dans le Grand Lomé, ce sont lycées de Tokoin 1 et 2, le Lycée Tokoin Solidarité, le Lycée scientifique de Lomé, et les CEG Tokoin Nord et Camp GGE qui en étaient les heureux bénéficiaires.

ZOZO

**DÉBO-K'MBA BARANDAO,
NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CEET**



La Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) dispose d'un nouveau Directeur général. Le Conseil d'administration a officialisé le 25 mars dernier la nomination de Débo-K'mba Barandao à ce poste.

Le nouveau responsable qui succède à Degla Essenouwa à la tête de la société publique, a notamment été directeur de l'Energie au ministère de tutelle et directeur général de l'Autorité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (AGAO).

A la tête de la CEET, Débo-K'mba Barandao aura entre autres pour mission, de poursuivre la politique d'amélioration des services et des prestations de la Compagnie, tout en accompagnant la politique énergétique du gouvernement.

Source : @Republiquetogoliase.com

NOUVELLES OPPORTUNITÉS



Depuis Dakar, Yali forme les jeunes togolais au leadership.

Des dizaines de jeunes togolais ont bénéficié ces dernières années du Washington Mandela Fellowship (ex-YALI), une initiative du Département d'Etat pour contribuer à la création d'une génération de futurs leaders africains qui façonneront l'avenir du continent.

Une façon de développer un réseau de compétences et de relations qui pourra un jour être utile aux autorités américaines, à la fois sur le plan politique, mais aussi économique.

Jusqu'à présent, les sessions se déroulaient aux Etats-Unis. Depuis, des centres régionaux Yali ont été créés dans plusieurs villes africaines, notamment à Dakar.

Ces centres régionaux de leadership ont été créés sur le continent pour avoir plus d'impact en formant davantage de leaders.

Outre Dakar, Yali est basé à Nairobi, Pretoria et Accra.

Le Centre de Dakar couvre le Togo. Le projet cible des jeunes âgés entre 18 et 35 ans et ayant un potentiel en leadership et répondant à un certain nombre de critères

Plusieurs programmes de formation sont proposés : public management, civic leadership, business et entrepreneurship, notamment.

Source : @Republicoftogo.com

ENERGIE : OPERATIONNALISATION DU FONDS TINGA

Créé en novembre 2021 par le gouvernement, le "Fonds Tinga", qui vise à offrir des subventions remboursables aux populations à faible revenu afin de leur faciliter l'accès aux réseaux électriques, entre dans sa phase d'opérationnalisation.

Par Koudjoukabal

L'annonce a été faite lors du Conseil des ministres, tenu de la ville Gando dans la préfecture de l'Oti-Sud. Il est indiqué que le "Fonds Tinga" permettra de couvrir notamment les frais de branchement au réseau national de distribution de l'énergie électrique basse tension ou à un mini-réseau basse tension, les coûts de réalisation des travaux d'installations électriques intérieures basse tension ainsi que l'acquisition des équipements électriques nécessaires et des kits solaires.

Le ministre délégué auprès du Président de la République, chargé de l'énergie et des mines,



La centrale électrique Kékéli

donne des précisions : la phase pilote d'une durée de 9 mois, qui sera lancée le 1er avril, va se dérouler dans les régions de la Kara et des Savanes, le fonds permettra à environ trente-trois mille (33 000) ménages d'être raccordés à l'électricité contre le paiement d'un montant initial de mille (1 000) FCFA au lieu d'un coût moyen de cent mille (100 000) FCFA. Le reliquat des frais d'accès sera remboursé sur une période allant jusqu'à dix (10) ans en fonction du revenu des

ménages. " A l'issue de cette phase pilote pour laquelle l'État mobilisera trois (3) milliards FCFA, le taux d'électrification de la région des Savanes passera de 22 à 31% et celui de la Kara de 35 à 50% ; ce qui renforce l'inclusion des populations, à travers l'accès à l'électricité de qualité à coût abordable, conformément à l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale 2020 - 2025 ", fait-on savoir au gouvernement.

Il est à préciser que le " Fonds Tinga " vient en complément à

d'autres initiatives en cours telles que le projet Cizo, l'initiative présidentielle d'électrification rurale à base de kit solaire individuel et la mise en service de la centrale photovoltaïque de Blitta (50MW), de la centrale thermique Kékéli de Lomé (65MW) et des mini-centrales solaires à Bavou (Ogou), Assoukoko (Blitta), Takpapiéni (Oti-Sud) et Koutoum (Bassar) pour une production globale de 600 Kilowatts Crêtes (kWc) et du Contour Global (100MW).

Notons que dans le cadre du Programme d'extension des réseaux électriques des centres urbains du Togo (PERECUT), un accord de subvention pour l'électrification urbaine et semi-urbaine est entre le Togo et l'Union européenne (UE).

Avec l'opérationnalisation du fonds TINGA, le gouvernement poursuit sa quête de couverture devant atteindre 100% en 2030.

CEDEAO : Pressions supplémentaires sur les pays en transition militaire

Les chefs d'Etats de la CEDEAO n'entendent pas adoucir les mesures prises à l'encontre des pays en transition militaire de la Zone. Leur dernière réunion à Accra a réaffirmé cette tendance.

Sur le Mali, Alassane Ouattara et les siens ont maintenu les sanctions prises le 9 janvier 2022. Ils demandent aux autorités de la Transition de s'inscrire dans une période complémentaire de 12 à 16 mois, arrêtée par l'équipe technique de la CEDEAO/ UA/ NU pour l'extension de la Transition, tenant compte des activités nécessaires à l'organisation de l'élection présidentielle. " Ce délai complémentaire court à partir du 15 mars 2022 ", ont-ils indiqué. Il faut souligner qu'une décision de la Cour de justice de l'UEMOA, en date du 24 Mars, a accédé à une requête de l'Etat du Mali qui demandait un sursis dans l'exécution des mesures coercitives prises à l'encontre du pays par les chefs d'Etats lors du sommet d'Accra du 9 Janvier 2022.

La Conférence des chefs d'Etat décide, une fois encore, de l'envoi du Médiateur GoodLuck Jonathan pour poursuivre et finaliser les discussions avec les Autorités de la Transition sur le chronogramme. En attendant donc, le dialogue va se poursuivre en vue d'arriver à un accord qui permettrait la levée progressive des sanctions. " Il est urgent de



L'émissaire de la CEDEAO, Goodluck Jonathan, en séance de travail avec les autorités maliennes

parvenir à un accord sur le chronogramme afin d'éviter la dégradation de la situation du pays ", lit-on dans le communiqué final ayant sanctionné ce sommet d'Accra.

Lors de la dernière mission du Médiateur de la CEDEAO du 18 au 20 mars 2022, les Autorités de la Transition ont proposé un chronogramme de 24 mois, soit deux (2) ans en plus des 18 mois déjà écoulés. " La Conférence engage les Autorités de la Transition à s'inscrire dans une période complémentaire de 12 à 16 mois, arrêtée par l'équipe technique de la CEDEAO/ UA/NU pour l'extension de la Transition tenant compte des activités nécessaires à l'organisations de l'élection présidentielle. Ce délai complémentaire court à partir du 15 mars 2022 ", dit la CEDEAO.

Pour la CEDEAO, la situation est plus préoccupante en Guinée où le délai de six mois, fixé par la CEDEAO pour la tenue des élections, n'a pas été respecté. " En

outre, le chronogramme de la transition n'est toujours pas disponible, les priorités ne sont pas définies et peu de progrès ont été réalisés dans le processus ", font savoir les chefs qui exigent la finalisation d'un chronogramme acceptable de la transition, au plus tard le 25 avril 2022.

Passé ce délai, des sanctions économiques et financières entront immédiatement en vigueur. Ils demandent aussi au gouvernement de transition de renforcer l'inclusivité et le dialogue avec les acteurs politiques et la société civile dans la gestion de la Transition, en vue de réduire les tensions dans le pays et assurer une transition apaisée et les invitent à respecter les dispositions légales et réglementaires dans le processus de récupération des biens présumés appartenir à l'État. La réaffirmation d'un Facilitateur pour la Guinée est prononcée.

Concernant le Burkina Faso, la durée de la période de transition

fixée à trente-six (36) mois par la Charte de la Transition demeure une préoccupation d'autant que les autorités de la transition peinent à améliorer la situation sécuritaire dans le pays et à trouver des solutions à la situation humanitaire. Les chefs d'Etat demandent la finalisation d'un chronogramme acceptable de la transition au plus tard le 25 avril 2022. " Passé ce délai, des sanctions économiques et financières entront immédiatement en vigueur ", menace la CEDEAO.

Ici aussi, un Médiateur sera nommé pour faciliter le dialogue entre toutes les parties prenantes et assurer une transition réussie.

Il faut rappeler que l'invitation faite au Colonel Assimi Goita, chef de la junte au pouvoir au Mali a été déclinée par ce dernier qui n'a pas fait le déplacement de la capitale ghanéenne. Nana Akuffo Addo et ses pairs de la CEDEAO ont regretté cette absence.

CYBERCRIMINALITÉ : Développer des synergies entre Etats pour la lutte

Les travaux sur le sommet de la cyber sécurité et la lutte contre la cybercriminalité se sont achevés dans la capitale togolaise. Les participants sont partis avec une déclaration de Lomé qui a insisté sur la collaboration des Etats en la matière.

C'est ce que prône le Togo qui, par la voix de son Président de la République, Faure Gnassingbé, n'a pas manqué de le dire, qu'étant donné que les actions cybercriminelles sont transfrontières, un tel paramètre rend plus complexe la

d'un point d'accès internet haut-débit.

La vision du gouvernement du Togo est de développer le secteur des TIC et les effets induits des TIC sur l'ensemble des autres secteurs de l'économie, et notamment la santé, l'éducation, l'agriculture, la fourniture des services de l'administration publique pour le développement économique et social du pays. " En effet, notre monde connaît actuellement une révolution industrielle qui métamorphose complètement nos modes de vie. Ces transformations



Une vue des participants et officiels

lutte contre la cybercriminalité. C'est pourquoi, il est nécessaire d'agir ensemble, non seulement entre Etats, mais avec tous les acteurs de l'écosystème numérique. " Seule la coopération numérique entre les Etats, dans un cyberspace où règneraient les principes universels relatifs à la paix et à la sécurité, à l'équité, aux droits humains et au développement durable, apparaît de plus en plus comme la condition essentielle pour tirer à la fois le meilleur profit de la révolution numérique en marche et mobiliser, en même temps, toutes les énergies et toutes les ressources nécessaires pour endiguer durablement la cybercriminalité sous toutes ses formes et manifestations ", rappelle Faure Gnassingbé.

On se doute bien que le Togo ne perd pas de temps dans sa transition numérique. L'objectif est d'investir pleinement dans les TIC, en modernisant les outils des secteurs d'activité économique pour qu'aucun Togolais ne soit, à plus de 5km

dont nous n'appréhendons pas encore pleinement les contours, sont d'une portée incommensurable.

Cette révolution, portée par la transition numérique, plonge l'humanité dans une complexité qui appelle l'ensemble des acteurs à une étroite collaboration. Elle est caractérisée par une fusion des technologies qui entraîne la disparition des frontières entre les sphères physique, numérique et biologique. Elle est aussi marquée par sa vitesse et par son impact sur les populations du monde entier et bouleverse les fondements de nos sociétés. Dès lors, nous assistons à la transformation des systèmes entiers de production, de management et même de gouvernance ", reconnaît Faure Gnassingbé.

Pour ce faire, le Togo s'est doté d'un Data Center et les premiers jalons posés pour la création de l'Agence Togo Digital pour coordonner les projets numériques du gouvernement. L'inauguration de l'arrivée d'un nouveau câble sous-marin au Togo, faisant ainsi du



Le Président Faure Gnassingbé lors de son discours

Togo, le premier point d'atterrissage du câble sous-marin Equiano de Google en Afrique, est une illustration de cette volonté manifeste du chef de l'Etat de faire du pays un hub logistique, conformément à la feuille de route du gouvernement.

Mais comme l'a fait observer, à juste titre, le chef de l'Etat togolais, la volonté des autorités de faire du numérique un vecteur de croissance et de développement du pays comporte le risque aussi de voir les activités criminelles s'intensifier en ligne. Les tenants de ces activités criminelles bénéficient de la rapidité, de la simplicité et de l'efficacité de la digitalisation, ce qui facilite la croissance exponentielle de leurs actes. En outre, la ratification de la Convention de Malabo,



Le Chef de l'Etat, distingué pour son engagement en faveur de la cyber sécurité

qui fait du Togo seulement le 11ème pays ayant déposé les instruments de ratification de ce Texte, lui permettra de bénéficier de la coopération avec d'autres Etats de l'Union Africaine, en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel et étatique. Cette ratification vient couronner les efforts consentis par le Gouvernement pour la protection

du cyberspace togolais par la mise à jour de son cadre législatif.

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile Yark Damhame résume bien les intentions des autorités. " Pour que toutes les parties prenantes puissent tirer profit des bienfaits de l'espace numérique, les Etats africains doivent par la sensibilisation, la formation, la planification et une exécution concertée assurer la souveraineté dans l'espace numérique. La sécurité assurée par l'Etat ne peut pas uniquement s'arrêter au monde physique, elle doit se poursuivre dans le monde virtuel ", a-t-il déclaré.

Et pour cause. La cybercriminalité aurait réduit le PIB de l'Afrique de plus de 10 %, pour un

coût estimé à 4,12 milliards de dollars en 2021. Les répercussions sur les entreprises sont tout aussi importantes, puisque 70% des attaques subies par ces dernières relèvent de tentatives d'hameçonnage. Néanmoins, il est estimé que 12% des entreprises africaines abordent les thématiques liées à la cybersécurité au sein de leur comité exécutif, contre 50% au niveau mondial.

Très tôt, le Togo a pris la mesure de la chose. Pour protéger son cyberspace, le Gouvernement togolais a mis en place des Institutions telles que l'Agence Nationale de la Cybersécurité (ANCy) et la société Cyber Défense Africa (CDA). Ces structures assurent la cybersécurité pour les programmes de transformation digitale du pays qui, entre autres, prévoient la numérisation complète de 75 % des services publics et sociaux ainsi que la couverture de 100 % de la population éligible par un nouveau système national d'identification biométrique d'ici 2025.

Au terme de cette séquence de haut niveau, les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté une déclaration conjointe, la Déclaration de Lomé sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité, visant à formaliser l'ensemble de leurs engagements. Les parties prenantes se sont accordées sur :

- o la signature et la ratification de la Convention de l'Union Africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel - dite " Convention de Malabo " - afin de " permettre l'essor d'un cyberspace africain sûr " ;
- la mise en place d'un cadre légal et réglementaire spécifique à la cybersécurité et à la lutte contre la cybercriminalité ainsi que les organes de régulation, permettant notam-

- ment de " susciter la confiance des investisseurs, de favoriser l'adoption des activités et services numériques par les utilisateurs et, plus généralement, d'accélérer la transformation numérique " ;
- le développement de stratégies et politiques de cybersécurité à travers des actions de sensibilisation, de nouvelles formations et des partenariats adéquats dans le cadre de l'élaboration des politiques publiques ;
- le renforcement de la coopération africaine, au moyen de la promotion auprès des sous-régions de la création d'un " Organe de coopération régionale et d'assistance mutuelle en matière de cybersécurité et de lutte contre la cybercriminalité. "

ZOZO RÉFORMES À L'AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE



L'agence nationale de l'aviation civile (ANAC) va bientôt se doter de nouveaux organes. Le gouvernement a adopté vendredi un projet de décret dans ce sens.

Le texte actualise le fonctionnement et l'organisation de l'agence dans le but de la rendre plus efficiente, et contribuer ainsi aux ambitions nationales de hub logistique aérien.

Créée il y a 15 ans, l'ANAC a principalement pour mission de mettre en œuvre la politique de l'Etat en matière d'aviation civile. Il s'agit d'informer et de coordonner et de superviser l'ensemble des activités aéronautiques et aéroportuaires sur le plan national.

Source : @Republiquetogolaise.com

LE CAR SE RÉVOLTE



Après deux années d'extrême discrétion, le Comité d'action pour le renouveau (CAR, opposition) a fait un retour en politique dimanche à Lomé.

Un come-back pour critiquer la composition de la Céni (Commission électorale), dont les membres viennent d'être élus, et l'opacité qui règne autour de l'organisation des élections régionales.

"Les jeux sont déjà truqués et le parti au pouvoir a déjà acheté l'arbitre. Nous voulons aller aux élections mais il faut que le jeu soit sincère et équilibré. Sans une Céni équitable, nous n'aurons pas de scrutin équitable", a déclaré Yendouban Kolani, le vice-président de cette formation.

Le CAR refuse ce scrutin et tente de convaincre d'autres partis de le boycotter. Jean Kissi, le secrétaire général, n'écarte pas l'idée d'inviter la population à manifester dans les prochaines semaines et d'entrer en résistance.

Source : @Republicoftogo.com

AUX INDIGNES, LES BASSESSES!



Ca secoue fort à l'UFC. Le parti d'opposition dirigé par Gilchrist Olympio semble vivre une crise interne. Certains responsables évoquent une tentative de putsch qui viserait à remplacer le président de la formation absent du pays depuis plusieurs mois. Pour Elliot Ohin, le 2e vice-président de l'UFC, ces accusations sont ridicules. Il évoque des "balivernes et des élucubrations".

Republicoftogo.com : Certains membres de l'UFC ont récemment parlé d'une tentative de putsch au sein du parti. Qu'en est-il ?

Elliot Ohin : "Tentative de putsch"? C'est la première fois que j'entends une incongruité pareille. Tentative de putsch de la part de qui et contre qui ? En tant que membre fondateur de ce parti et premier secrétaire général dans l'ordre chronologique de la formation, jamais cette idée saugrenue ne m'a effleuré...

Source : @Republicoftogo.com

Zozo
ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ : LE FONDS TINGA DÉMARRE SA PHASE PILOTE LE 1ER AVRIL



Au Togo, le Fonds Tinga, créé en novembre dernier par le Gouvernement pour faciliter l'accès à l'électricité, va débiter sa phase pilote à partir du 1er avril prochain. L'annonce a été faite vendredi en conseil des ministres par le ministre de l'énergie.

Dotée d'une enveloppe de 3 milliards FCFA, mobilisée par l'Etat, l'opération durera 09 mois et se déroulera dans les régions de la Kara et des Savanes. Au cours de cette période, environ 33 000 ménages seront raccordés à l'électricité, contre le paiement d'un montant initial 1000 FCFA au lieu d'un coût moyen de 100.000 FCFA. "Le reliquat des frais d'accès", explique Mila Aziabé, "sera remboursé sur une période allant jusqu'à dix ans en fonction du revenu des ménages".

A l'issue de cette phase pilote, il est attendu que le taux d'électrification enregistre une hausse significative dans les deux régions (de 22 à 31% dans les Savanes et de 35 à 50% dans la Kara), renforçant ainsi l'inclusion des populations à travers l'accès à l'électricité de qualité à coût abordable, tel que prévu dans le premier axe de la feuille de route gouvernementale à l'horizon 2025.

Pour rappel, le Fonds Tinga est un mécanisme de facilitation de l'accès à l'électricité, créé en complément aux initiatives en cours comme le 'Chèque Cizo' pour le solaire. Concrètement, il permet d'offrir des subventions remboursables pour l'accès universel aux réseaux électriques.

Source : @Republiquetogolaise.com

PRÉTENDU INCENDIE DU MARCHÉ DE KPALIMÉ : "LE PARISIEN" ET QUELQUES COMMERCES AVOISINANTS, DÉTRUITS PAR LES FLAMMES



On en sait un peu plus sur le prétendu incendie qui a mis, sens dessus dessous, les environs du marché de Kpalimé. Le prétendu incendie qui est survenu dans la journée d'hier, n'a, en effet, nullement touché le marché de Kpalimé, comme beaucoup l'ont fait croire.

Après plusieurs recoupements, dont le témoignage d'un confrère en place à Kpalimé, l'on peut affirmer que le prétendu incendie du marché de Kpalimé, qui a fait le tour des réseaux sociaux, n'est en réalité qu'une simple exagération. En effet, il y a eu vraiment incendie de commerces à Kpalimé dans la journée d'hier. Seulement qu'il ne s'agit pas de l'incendie du marché de Kpalimé, comme l'ont fait croire certaines sources. Mais plutôt la boutique dénommée "Le Parisien" et plusieurs commerces, non loin du carrefour principal de la Mairie de Kpalimé, qui ont été détruits par les flammes.

Selon les témoins, les faits dramatiques se sont produits à quelques encablures du carrefour de la Mairie de Kpalimé, le nouveau marché dont on a dit avoir été ravagé par les flammes, se trouvant à près de trois kilomètres du lieu des incendies décriés. La boutique "Le Parisien" qui n'est plus à présenter aux populations de Kpalimé et de ses environs, est réduite désormais en cendres.

Les commerces avoisinants (le fofou bar, les boutiques de prêts-à-portés, et les étals de friperies), n'ont pas résisté aux flammes intenses qui ont ravagé tout sur leur passage. Alors que l'origine de cet incendie n'est pas encore établie, l'on déplore des dégâts matériels lourds. Heureusement que jusqu'à cette heure, aucune perte en vie humaine n'est encore déclarée par les autorités locales compétentes.

Les enquêtes sont ouvertes d'ores et déjà afin de déterminer l'origine de cet incendie, nous a-t-on confié...

@macite.info

FINANCE/BANQUE :

Trade Express de BOA pour faciliter la vie aux PME/PMI

Trade Express, c'est le nouveau produit que Bank of Africa (BOA) met à disposition de ses clients MID et Corporate de la sous-région ouest africaine pour leur faciliter les transactions bancaires.

Trade Express est caractérisé par des opérations qui assurent la disponibilité instantanée des fonds sur le compte du bénéficiaire. Il est destiné à l'exécution de transferts de fonds entre comptes courants des clients de différentes filiales du groupe BOA de la zone UEMOA.

A la direction générale de BOA, on relève que pour un début, le montant de la transac-

tion, autorisé par Trade Express a été plafonné à 500 millions FCFA, avec un nombre maximal de cinq opérations par semaine, le montant minimum étant 20 000 FCFA.

Abdel Salame Morou, le directeur général adjoint de BOA explique : " Nous savons que quand vous passez par un virement classique, il faut passer par la BCEAO. Donc ça prend du temps, 2 ou 3 jours. Ce produit nous permet aujourd'hui d'être instantané, c'est-à-dire dès que réellement l'opération est initiée, le crédit est prêt réellement sur le compte de façon instantané".



Abdel Salam Morou, DG Adjoint de BOA-Togo

IN MEMORIAM :

Dominique Aliziou, 2 ans déjà !

27 mars 2020 - 27 mars 2022
2 : deux ans déjà, jour pour jour, disparaissait le promoteur de l'hebdomadaire CHRONIQUE DE LA SEMAINE, feu Dominique Koffi Essodina ALIZIOU. En cette date anniversaire de son décès, nous qui l'avions côtoyés, voulions unir nos intentions à celles de la famille pour le repos éternel de son âme.

En cette date commémorative de ta disparition, cher confrère, tes amis et frères, ta famille, prient le Dieu et son fils Jésus Christ, d'accorder le pardon, afin que les portes de son lumineux

royaume céleste, te soient grandement ouvertes.

Aussi, nous vous prions Seigneur, d'intercéder auprès du Dieu Tout-Puissant, afin que Sa puissante main nous protège et bénisse l'œuvre de tout un chacun.

"Des profondeurs, je crie vers toi, Seigneur ! Seigneur, écoute mon appel ! Que ton oreille se fasse attentive au cri de ma prière ! Si tu retiens les fautes, Seigneur, Seigneur, qui subsistera ? Mais près de toi, se trouve le pardon pour que l'homme te craigne. J'espère, Seigneur, de toute



Feu Dominique Aliziou

mon âme. Je l'espère, et j'attends sa parole.

Mon âme attend, le Seigneur, Plus qu'un veilleur ne guette l'aurore. Plus qu'un veilleur ne guette l'aurore, Attends le Seigneur,

Israël. Oui, près du Seigneur, est l'amour ; Près de lui, abonde le rachat. C'est lui qui rachètera Israël. De toutes ses fautes." Psaume 129.

La Rédaction

SANTÉ : mobilisation de fonds au profit des enfants togolais



Dr Cyril Plasse, chargé de la logistique de l'association "VICTOIR"

Après l'inauguration du centre d'oncologie au CHU S.O, où on doit prendre en charge gratuitement les enfants togolais souffrants du cancer, l'association Victoir ne baisse pas les bras et est toujours en quête des ressources financières pour bien mener leurs missions, celles de venir en aide aux enfants vulnérables du Togo.

Pour arriver à leur fin, l'association Victoir organise un concert Jazz/Rock ce samedi 02

cancer.

Pour les mélomanes qui seraient dans la région, sachez que l'entrée est à 5€ et le snack est ouvert dès 19h30 min.

Togolais ou non, faites un tour là-bas pour soutenir l'enfant souffrant du cancer au Togo.

Dodo ABALO

avril à Aucamville, salle Georges Brassens, 8 rue des écoles, à partir de 20h heure à Toulouse au sud-ouest de la France.

Pour le responsable logistique " l'objectif de ce concert est d'abord une levée de fonds en France et faire connaître l'association". A dit De Cyril PLASSE.

Pour près de 2h de temps, BAZICJAZZ jBAND VOLCAÏNE va vous tenir en haleine pour votre bonheur et le bonheur des enfants souffrants du

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

779,8 milliards de FCFA mobilisés en 2021 grâce à vous. L'OTR vous remercie pour votre contribution

Evolution des recettes de 2020 à 2021

2020	2021
655,2 Md	779,8 Md

779,8 milliards mobilisés en 2021 soit une hausse de 19% par rapport à 2020

Ensemble faisons avancer notre pays et contribuons à l'équilibre social

Office Togolais des Recettes - OTR | Canal OTR | +228 90 99 41 01 | 8201



Réseau fixe et mobile le plus rapide du Togo



Avancer vers l'avenir

Le plus grand réseau 4G+ du pays

4G+
*104#



Togocom

Avancer. Pour vous. Pour tous.



**Grâce à vos impôts,
l'approvisionnement en
eau potable est en
forte progression
au Togo**



**22 mars
Journée
mondiale
de l'eau 2022**

*Contribuons tous au développement de notre pays...
Payons nos impôts.*

#CivismeFiscal #OTR #Togo

 90 99 41 00

 CANAL OTR

   OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Faisons le simplement **EN LIGNE**

avec **DIMANA**

**DIMANA, la nouvelle plateforme digitale de
DECLARATION, de PAIEMENT et de DEMANDE DE
SERVICES en ligne de l'OTR**

Gérez en ligne, à partir d'un terminal connecté, où que vous soyez et en temps réel : toutes procédures et démarches fiscales ; suivi et gestion des dossiers, demande de la carte d'immatriculation fiscale, de quitus ou tout autre document fiscal, demande de facilité de paiement...

L'OTR n'est plus seulement votre allié dans votre engagement citoyen et votre contribution à l'édification du bien commun, il est aussi votre conseiller, votre compagnon de tous les jours grâce à sa plateforme digitale DIMANA.

Pour vous et pour tous, faisons le simplement en ligne.

<https://dimana.otr.tg>



  Office Togolais des Recettes - OTR

 Canal OTR

 +228 90 99 41 01

 8201